

Liste des travaux et publications

Étienne CORNUT

*Professeur des universités en droit privé et sciences criminelles
Université de la Nouvelle-Calédonie – LARJE (EA 3329)*

Domaines de recherches :

- Pluralisme juridique. Sources du droit.
- Droit international privé. Droit de la nationalité. Citoyennetés.
- Droit de l'outre-mer. Droit coutumier. Transfert de compétence du droit civil. Conflits internes de normes.
- Transition institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie, « sortie » de l'accord de Nouméa.
- Droit comparé.

Directions scientifiques

- « La place de la coutume à Mayotte » (1^{er} sept. 2018 – 1^{er} déc. 2020). Co-responsable scientifique (avec les Pr. H. FULCHIRON (Lyon 3), É. RALSER (Réunion) et A. SIRI (Mcf, Mayotte)) d'un programme de recherches sur 27 mois pour le GIP Mission de recherche – Droit et Justice.
- « L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie ». Responsable principal d'un programme de recherches de 30 mois pour le GIP Mission de recherche – Droit et Justice sur, 2014-2016 (co-responsable : Pr. P. DEUMIER, Lyon 3). Budget total : 60.000 €.
 - Création et administration du site « Droit coutumier en Nouvelle-Calédonie » : <http://coutumier.univ-nc.nc/>
 - Rapport de recherches, décembre 2016, 558 p., publié aux PUNC 2018.
 - Colloque « La coutume dans le droit calédonien », UNC, Nouméa, 27 et 28 avril 2017 et Koné, 16 août 2017.
- Journée d'études : « Les conflits de normes internes issus du transfert de la compétence législative en droit civil », 3 juill. 2013, UNC, Larje, Nouméa. Actes publiés au Journal du Droit International (Clunet) 2014, doctr. 2 et 3, p. 33-88.

Travaux, ouvrages, articles, réalisations

A. Ouvrages

1. Ouvrage individuel

1. Thèse de doctorat : *Théorie critique de la fraude à la loi. Étude de droit international privé de la famille*, éd. Defrénois, coll. Doctorat & Notariat, 2006, t. 12.
Recensions : H. GAUDEMÉT-TALLON, JDI 2006, pp. 1298-1301 ; M. RALUCA, Revista española de derecho internacional Vol. 59, n° 1, 2007, pp. 465-468.

2. Ouvrages collectifs

Co-direction

2. *La coutume kanak dans le pluralisme juridique calédonien*, éd. Presses universitaires de la Nouvelle-Calédonie (PUNC), 2018, 554 pages. Publication de *L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie*, Rapport de recherches collectives, GIP Mission de recherche – Droit et Justice, décembre 2016. Codirection scientifique (avec le Pr. P. DEUMIER), 558 pages.

Participation

3. *La coutume kanak et ses institutions* (dir. A. LECA et *alii*), éd. cdpnc, 2016. Rédaction de deux termes : v° « Conflits internes de normes » (p. 25) et v° « Droit commun » (p. 39).
4. « New Caledonia Land » (coauteur : Pr. S. FARRAN), in *South Pacific Land Systems*, dir. S. FARRAN (Dundee, Écosse), D. PATERSON (USP, Fidji), USP Press, 2013, pp. 29-44.
5. *Travaux dirigés de droit international privé*, 5^e éd. Litec, 2013, 4^e éd. Litec, 2009, Pr. H. FULCHIRON, C. NOURISSAT et É. TREPOZ (dir.), rédacteur de la Séance n° 8 – « La fraude à la loi : Commentaire de l'article 18 du Code de droit international privé belge ».
6. *Travaux dirigés de droit international privé*, 1^{re} éd. Litec, 2001, Pr. H. FULCHIRON (dir.) ; 2^e éd. Litec, 2003 ; 3^e éd. Litec, 2007, Pr. H. FULCHIRON et C. NOURISSAT (dir.), rédacteur de la Séance n° 8 – « La fraude à la loi : La réception des répudiations musulmanes par le juge français ».
7. *Droit constitutionnel cambodgien*, Pr. M. GAILLARD (dir.), éd. Funan, Phnom Penh, 2005. Écriture ou réécriture de la moitié de l'ouvrage (Introduction, Histoire, Bouddhisme, Droits de l'homme, Conseil constitutionnel, Gouvernement, Conclusion, parties intermédiaires et de liaisons), et co-direction avec le Pr. M. GAILLARD de la rédaction et de la correction des autres parties rédigées par de jeunes enseignants Cambodgiens. Coordination de l'ensemble du projet.

B. Articles

8. « Qu'est-ce qui circule (la notion de "statut personnel") ? », in H. FULCHIRON (dir.), *La circulation des personnes et de leur statut dans un monde globalisé* (à paraître 2019).
9. « Citoyenneté, nationalité et accès de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté » (à paraître 2019).
10. « L'identité comme socle du pluralisme juridique calédonien », in Ch. BIDAUD-GARON (dir.), *L'identité et le droit*, éd. PUNC, 2019 (à paraître), 19 p.
11. « La citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie selon l'issue de l'Accord de Nouméa », in A. DIONISI-PEYRUSSE, F. JAULT-SESEKE, F. MARCHADIER et V. PARISOT (dir.), *La nationalité : Bilan et perspectives à l'occasion des 20 ans de la Convention européenne sur la nationalité*, éd. Varenne-LGDJ-Lextenso, 2019, (à paraître), 16 p.
12. « Le droit de la nationalité française en Nouvelle-Calédonie » : Cahiers du Larje, 2018-6, pp. 19-26, <https://larje.unc.nc>

13. « Le pluralisme juridique en Nouvelle-Calédonie. Assimilationisme ou différentialisme pour la sortie de l'accord de Nouméa », in *L'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie*, éd. PUNC, 2018, pp. 125-141.
14. « La poursuite du décrochage du Code civil calédonien » : Cahiers du Larje, n° 2, 2017, pp. 15-16.
15. « Intégration directe ou indirecte de la coutume dans le corpus normatif de la Nouvelle-Calédonie » (Rapport général), in *La coutume kanak dans le pluralisme juridique calédonien* (préc. n° 2), 2016-2018, pp. 488-540.
16. « Un contentieux coutumier émergent : les intérêts civils », in *La coutume kanak dans le pluralisme juridique calédonien* (préc. n° 2), 2016-2018, pp. 144-189.
17. « Le droit civil calédonien à l'aube du décrochage du droit civil français » : Cahiers du Larje 2016-3, pp. 14-16, <https://larje.unc.nc>
18. « La valorisation des terres coutumières. Le principe coutumier de l'union des hommes et de la terre », in C. CASTETS-RENARD, G. NICOLAS, *Patrimoine naturel et culturel de la Nouvelle-Calédonie : aspects juridiques*, éd. L'Harmattan, 2015, pp. 125-154.
19. « Les conflits de normes internes en Nouvelle-Calédonie. – Perspectives et enjeux du pluralisme juridique calédonien ouverts par le transfert de la compétence normative du droit civil » : JDI (Clunet) 2014, doctr. 3, pp. 51-88.
20. Recension de *Les conflits internes de lois*, de V. PARISOT, préface Pr. P. LAGARDE, IRJS éd., 2013, 2 volumes, 3061 pages : JDI (Clunet) 2014, biblio. 15, pp. 1364-1369.
21. « La non codification de la coutume kanak », in N. MEYER, C. DAVID (dir.), *L'intégration de la coutume dans l'élaboration de la norme environnementale*, éd. Bruylant, 2012, pp. 137-160.
22. « Quel(s) droit(s) civil(s) calédonien(s) ? Le périmètre matériel du droit civil transféré », in S. SANA-CHAILLE DE NERE (dir.), *Le transfert à la Nouvelle-Calédonie de la compétence normative en droit civil et en droit commercial*, éd. presses univ. de l'UNC, 2011, pp. 31-39. <http://larje.univ-nc.nc>.
23. « L'application de la coutume kanak par le juge judiciaire à l'épreuve des droits de l'homme », in Ch. CHABROT (dir.), *Le droit constitutionnel calédonien* : Politeia n° 20 (2011), pp. 241-261.
24. « La juridicité de la coutume kanak », Droit & Cultures, 2010/2, pp. 151-175.
25. « La mise en œuvre de l'expulsion coutumière et le juge pénal (à propos de CA Nouméa, 28 avril 2009) » : RJPENC 2009/2, n° 14, p. 82, et <https://larje.unc.nc>
26. « Forum shopping et abus du choix de for en droit international privé », JDI (Clunet) 2007, pp. 27-55.
27. « Le commencement de la vie », Droit, Déontologie et Soin 2001, n° 2, p. 267.

C. Fascicules d'encyclopédie

28. Fascicule 502-20, Juris-Classeur international : *Nationalité – Naturalisation – Attribution de la nationalité française par filiation ou naissance en France*, avec le Pr. H. FULCHIRON, sept. 2013.
29. Fascicule 502-70, Juris-Classeur international : *Acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique : la naturalisation – Généralités – Conditions de recevabilité de la demande de naturalisation*, avec le Pr. H. FULCHIRON, juin 2011.
30. Fascicule 502-71, Juris-Classeur international : *Acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique : la naturalisation – Formes de la demande de*

- naturalisation – Décision relative à la demande de naturalisation – Décret de naturalisation, avec le Pr. H. FULCHIRON, juin 2011.
31. Fascicule 502-60, Juris-Classeur international : Nationalité – Naturalisation – Acquisition de la nationalité française à raison du mariage, avec le Pr. H. FULCHIRON, mars 2010.

D. Chroniques

32. *Veille et éclairage juridique (droit coutumier)* : Cahiers du Larje, 2018-6 (obs. ss. lois du pays du 28 mai 2018 n° 2018-4 relative aux successions coutumières et n° 2018-3 relative au congé pour responsabilité coutumière), <https://larje.unc.nc>.
33. *Chronique d'actualité judiciaire*, RJPENC 2014/2, n° 24, pp. 150-154 (commentaire du nouvel article 19 de la loi organique du 19 mars 1999 modifiée ; obs. ss. Nouméa, 20 mars 2014 ; Nouméa, 15 mai 2014 ; Cass. 3^e civ., 21 mai 2014).
34. *Chronique d'actualité judiciaire*, RJPENC 2013/2, n° 22, pp. 138-151 (La réparation du préjudice civil en vertu de la coutume kanak, obs. ss. Nouméa, 18 juin 2013 et Nouméa, 12 juin 2013).
35. *Chronique d'actualité judiciaire*, RJPENC 2013/1, n° 21, pp. 147-152 (Nouméa, 11 mars 2013 ; TPI Nouméa, sect. Koné, 5 févr. 2013 ; Cass. crim., 9 janv. 2013 ; Nouméa, 13 nov. 2012).
36. *Chronique d'actualité judiciaire*, RJPENC 2012/2, n° 20, pp. 80-87.

E. Notes de jurisprudence

37. Note sous CA Nouméa, ch. civ. cout., 6 oct. 2016, RG n° 15/325 (droit coutumier – filiation) : Cahiers du Larje, n° 2, 2017, pp. 12-14.
38. L'accession au statut civil coutumier kanak par voie de possession d'état coutumier, note ss. Cass. 1^{re} civ., 26 juin 2013 : JCP G, 2013, 39, act. n° 986.
39. Les prévenus, furent-ils de statut coutumier, peuvent être condamnés selon la loi pénale métropolitaine (note ss. CA Nouméa, 1^{re} ch. corr., 28 avr. 2009) : JCP G 2009, n° 44, 384.
40. Précisions sur l'absence de choix frauduleux du juge étranger, (note ss. Cass. 1^{re} civ., 17 janv. 2006) : D. 2006, p. 1666.
41. La faute péremptoire du conducteur victime, (note ss. Cass. 2^e civ., 13 oct. 2005), D. 2006, p. 425.
42. La transmission des engagements unilatéraux pris par l'ancien employeur ne bénéficie qu'aux salariés transférés, (note sous Cass. soc., 7 déc. 2005), JCP éd. S. 2006, 1141.
43. L'article 2061 du Code civil s'applique aux clauses compromissoires qui lui sont antérieures ! Oui, peut-être, mais pourquoi ?, (note ss. Cass. 1^{re} civ., 22 nov. 2005), JCP éd. G. 2006, II, 10015.
44. La créance de revenus n'entre pas dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune, (note ss. Cass. com., 13 déc. 2005) : Revue de droit fiscal 2006, comm. 293.
45. Quand les phases du jeu sportif commandent une approche plus casuistique de la garde commune, (note ss. Cass. 2^e civ., 13 janv. 2005), D. 2005, p. 2435.
46. Entre confusion et distinction : propos autour des contrôles d'identité, (note ss. Cass. 2^e civ., 23 mai 2001 et 7 juin 2001), D. 2002, p. 992.

47. Les effets d'une reconnaissance d'un enfant naturel après un changement de régime matrimonial ou la révélation potentielle d'une fraude rétroactive, (note ss. Cass. 1^{re} civ., 12 déc. 2000), Petites Affiches n° 74 du 13 avr. 2001, p. 16.

F. Observations de jurisprudence

48. L'accession au statut civil coutumier kanak par voie de possession d'état coutumier, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 26 juin 2013 : JCP G, 2013, n° 28, 794.
49. Exequatur d'un jugement étranger gracieux par assignation du ministère public, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 6 mars 2013 : JCP G, 2013, n° 13, 328.
50. Jugement interprétatif : équivalent sous conditions d'une motivation défaillante, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 7 nov. 2012 : JCP G, 2012, n° 47, 1231.
51. Clause attributive de juridiction potestative, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 26 sept. 2012 : JCP G, 2012, n° 41, 1065.
52. Exequatur d'une décision étrangère unilatérale, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 12 avr. 2012 : JCP G, 2012, n° 18, 539.
53. L'option de compétence entre le for du fait générateur et le for du dommage, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 1^{er} févr. 2012 : JCP G, 2012, n° 7, 161.
54. Terrorisme et immunité de juridiction des États étrangers, obs. ss Cass. 1^{re} civ., 9 mars 2001 : JCP G, 2011, n° 13, 334.
55. Régime de l'immunité de juridiction des États étrangers, obs. ss Cass. 1^{re} civ., 9 mars 2001 (2 arrêts) : JCP G, 2011, n° 13, 333.
56. Requiem pour la fraude au jugement ?, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 23 févr. 2011 : JCP G, 2011, n° 10, 261.
57. Litispendance internationale : la répudiation à venir est contraire à l'ordre public international, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 23 févr. 2011 : JCP G, 2011, n° 10, 262.
58. Le renvoi fonctionnel en matière de succession immobilière internationale. Acte 2 : l'unité du for et du jus, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 23 juin 2010 : JCP G, 2010, n° 27, 748.
59. Relations d'affaires et forme des clauses attributives de juridiction, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 17 févr. 2010 : JCP G, 2010, n° 9, 244.
60. La loi applicable à la possession des meubles déplacés, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 3 févr. 2010 : JCP G, 2010, n° 7, 176.
61. L'anti suit injunction n'est pas contraire à l'ordre public international, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 14 oct. 2009 : JCP G, 2009, n° 46, 416.
62. Exequatur et accord sur l'immunité d'exécution des organismes étrangers, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 14 oct. 2009 : JCP G, 2009, n° 44, 379.
63. Le régime juridique du privilège de juridiction fondé sur l'article 14 du Code civil, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 30 sept. 2009 (trois arrêts) : JCP G, 2009, n° 43, 346.
64. Saisine préalable d'un juge étranger et renonciation au privilège de juridiction, obs. ss. Cass. civ. 1^{re}, 1^{er} juil. 2009, JCP G, 2009, n° 29, 123.
65. L'incompétence de la juridiction pénale pour statuer sur l'action civile, lorsque toutes les parties sont de statut civil coutumier, n'est pas discriminatoire, obs. ss. Cass. crim., 30 juin 2009 : JCP G 2009, n° 44, 384 (2nde esp.).
66. La légalisation des actes publics étrangers, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 4 juin 2009 (deux arrêts), JCP G, 2009, n° 26, 40, p. 16.
67. Compétence internationale et contrefaçon, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 25 mars 2009, JCP G, 2009, act. 194.

68. Le renvoi fonctionnel en matière de succession immobilière internationale, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 11 févr. 2009, JCP G, 2009, act. 106.
69. Application d'office de la loi étrangère, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 11 févr. 2009 (deux arrêts), JCP G, 2009, act. 105.
70. Exequatur et peine de contempt of court, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 28 janv. 2009, JCP G, 2009, act. 80.
71. Exequatur et non-révision au fond des jugements étrangers, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 14 janv. 2009, JCP G, 2009, act. 51.
72. Immunités de juridiction et d'exécution, en France, des États étrangers, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 19 nov. 2008, JCP G, 2008, act. 702.
73. Motivation des jugements étrangers et ordre public international de procédure, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 22 oct. 2008, JCP G, 2008, act. 651.
74. Licéité d'une clause attributive de juridiction et loi de police, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 22 oct. 2008, JCP G, 2008, act. 645 ; JCP E, 2008, n° 48, 2429.
75. Litispendance : charge de la preuve en cas de saisine, le même jour, de deux juridictions, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 11 juin 2008, JCP G, 2008, act. 449.

G. Communications non publiées

76. « Droit de propriété, biens communs et cultures juridiques autochtones. Le cas de la Nouvelle-Calédonie », Table-ronde Projet Comue Paris Lumières *Biens communs, un outil juridique à aiguiser*, Paris, 5 juil. 2018.
77. « La fabrique du droit coutumier kanak. Aux sources d'un droit de l'endroit coutumier », colloque *Enjeux philosophiques du droit coutumier*, Nice, 14-16 mai 2018.
78. « L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain de la Nouvelle-Calédonie », 1^{er} colloque du réseau PIURN (Pacific Island University Research Network) *Appartenance versus propriété - Nouvelles relations des peuples océaniens, à leur terre et à leur environnement*, UNC, Nouméa, 5 nov. 2014.
79. « Le transfert de la compétence normative du droit civil : quel rôle pour le Congrès ? », Conférence publique au Congrès de la Nouvelle-Calédonie, 28 juin 2013.
80. « La coutume kanak dans son environnement juridique », colloque *Droit coutumier et pluralité des ordres juridiques*, organisé par le Sénat coutumier les 14 et 15 mars 2011. Compte-rendu publié à la RJPENC 2011/2, n° 18, p. 21-24.
81. « Que régit la coutume aujourd'hui ? », colloque *Les 10 ans du Sénat coutumier*, 20 août 2009, Larje, Unc, Nouméa : <http://larje.univ-nc.nc>

À jour au 18 janvier 2019